

# Tribune commune de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, dans "Le Monde" et "Süddeutsche Zeitung" du 4 février 2009, sur la nécessité d'une politique de sécurité concertée, intitulée "La sécurité, notre mission commune".

Face aux incertitudes du monde, une politique concertée est indispensable

Il y aura bientôt trois siècles, Leibniz et Voltaire, un Allemand et un Français, ont réfléchi à ce que pourrait être le "meilleur des mondes". Aujourd'hui, la Conférence sur la sécurité, à laquelle nous participerons ensemble en Allemagne samedi 7 février, nous donnera l'occasion d'exposer nos idées sur les conditions de notre sécurité collective et dans la perspective du sommet du 60ème anniversaire de l'Alliance atlantique. Nous l'accueillerons ensemble à Strasbourg et à Kehl (Allemagne).

Les événements de ces derniers mois suscitent des préoccupations. Un contexte d'insécurité se développe. La guerre dans le Caucase a été le premier conflit militaire de ce siècle en Europe. Au début de cette année, les affrontements entre Israël et le Hamas ont rappelé l'instabilité du Proche-Orient. Il n'y a toujours pas de progrès dans le règlement de la crise nucléaire iranienne. Les attentats terroristes se poursuivent, de même que la violence en Afghanistan et au Pakistan, ou les affrontements en Afrique, au Congo et au Soudan. Et en arrière-plan, nous faisons face aux turbulences engendrées par la crise des marchés financiers et celle de l'économie mondiale, ainsi qu'au défi du changement climatique.

Une politique de sécurité concertée est absolument nécessaire. Pour nous, il est clair que notre politique de sécurité doit être définie de manière plus large. Outre les questions proprement militaires, elle doit prendre en compte la situation financière internationale, les approvisionnements énergétiques ou les questions migratoires. Nous devons adapter nos concepts : pour répondre aux crises et aux conflits, nous avons besoin d'approche globale, de partenariats toujours plus solides et stables, et d'outils flexibles. Aucun pays n'est aujourd'hui capable de résoudre seul les problèmes du monde. Les alliances fondées sur des valeurs communes, comme l'Union européenne et l'OTAN, prennent une importance accrue. Notre sécurité sera d'autant mieux garantie, et nos chances de succès face aux crises seront d'autant plus grandes, que le réseau de nos partenariats se développera et que nos capacités d'action, politiques, économiques, d'aide au développement et militaires seront mises en commun. Cette conviction est à la base de notre politique de sécurité, celle que nous développons à travers une coopération franco-allemande toujours plus étroite et au sein de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique. Ces trois dimensions se renforcent mutuellement. Nous sommes convaincus qu'il est dans notre intérêt de faire de la construction européenne et du partenariat atlantique les deux faces d'une même politique de sécurité.

Depuis dix ans, des progrès considérables ont été accomplis par l'Union européenne, qui a développé sa politique étrangère et de sécurité commune. Ces progrès, nous le soulignons,

renforcent le partenariat transatlantique de sécurité et l'Alliance atlantique. Nos partenaires américains le comprennent de mieux en mieux. Pour l'Allemagne et pour la France, face aux défis actuels, l'Europe a besoin des Etats-Unis comme les Etats-Unis ont besoin d'un partenaire européen fort.

L'Europe occidentale a connu soixante années de paix et de liberté - et c'est aujourd'hui le cas dans presque toute l'Europe. Nous les devons, bien sûr, à notre détermination, mais aussi aux Etats-Unis. Une Amérique qui est restée à nos côtés, et s'est engagée en faveur d'une Europe libre et démocratique. Face aux risques du XXIème siècle, il est nécessaire de renforcer le partenariat transatlantique de sécurité et de défense, et de l'adapter aux nouveaux défis. Cela implique d'analyser ensemble les situations, de prendre des décisions communes et de les mettre en oeuvre dans un même esprit de partenariat. En effet, la prise de décision unilatérale serait contradictoire avec ce nouvel esprit de nos relations.

Et nous, Européens, nous devons parler davantage d'une voix forte et unie, ce qui exige de la part des Etats membres un haut degré de cohésion dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune. De même, nous devons accroître et mettre en commun nos capacités militaires et civiles, au service d'une politique d'avenir pour la sécurité de l'Europe. La synergie des deux est une marque de la politique de sécurité européenne. Pendant la Présidence française de l'Union européenne, des avancées majeures ont été obtenues, notamment grâce à l'élan donné par l'Allemagne et la France. L'Union européenne sera à l'avenir un partenaire plus fort pour les Etats-Unis.

Nous avons aussi décidé d'une nouvelle avancée dans notre coopération militaire bilatérale. La brigade franco-allemande, qui a été engagée avec nos partenaires dans les Balkans et en Afghanistan, sera désormais stationnée dans nos deux pays : la France va accueillir en permanence sur son sol une unité allemande de cette brigade. Après les drames de notre histoire commune, chacun comprendra la portée historique de ce nouveau pas dans l'amitié franco-allemande.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Alliance atlantique, ce sont deux pays, nos deux pays, qui convient leurs alliés pour un sommet, celui du 60ème anniversaire, les 3 et 4 avril. C'est un symbole fort d'une amitié franco-allemande au service de la paix et de la sécurité. C'est également le symbole d'une Europe désormais unie et libre.

Nous voulons que ce sommet de l'Alliance soit l'occasion de débats stratégiques et de les traduire par des choix politiques. Il ne s'agit pas de réinventer les principes fondamentaux de l'Alliance, ceux du Traité de Washington, et la communauté de valeurs et la solidarité qui nous unissent. Il s'agit, comme nous l'avons déjà fait dans le passé avec succès, de débattre sans oeillères pour donner de nouvelles orientations et transformer l'Alliance de manière crédible. C'est ce que nous avons fait en 1991 et 1999, en redéfinissant nos concepts stratégiques. Il est nécessaire de revoir la manière dont nous abordons les nouvelles menaces, nos partenariats et nos structures. L'Allemagne et la France attendent du sommet de Strasbourg/Kehl qu'il lance les travaux sur un nouveau "concept stratégique".

Pour répondre aux exigences de l'avenir, nous pensons nécessaire de progresser dans plusieurs domaines-clés.

#### \* Coopération OTAN-UE

A notre grand regret, le "partenariat stratégique" entre l'OTAN et l'Union européenne n'est pas à la hauteur de nos attentes, en raison de désaccords qui persistent entre certaines nations. Nous pensons que cela doit évoluer. Nous devons aller vers une véritable coopération, fondée sur une nécessaire complémentarité.

#### \* Les missions de l'Alliance

Aujourd'hui, pour notre sécurité commune, l'Alliance est engagée dans plusieurs opérations en dehors de son territoire, notamment dans les Balkans - en Bosnie et au Kosovo - ainsi qu'en Afghanistan.

Soixante ans après la fondation de l'OTAN, l'engagement d'assistance envers un allié agressé, qui découle de l'article 5 du traité de Washington, représente encore aujourd'hui l'essence même de l'Alliance. Nous en avons tiré une conséquence supplémentaire après les attaques terroristes

de l'Alliance. Nous en avons tiré une conséquence supplémentaire après les attaques terroristes du 11-Septembre. Afin de lutter contre le terrorisme, nous nous sommes engagés avec nos alliés en Afghanistan. Car c'est une des nouvelles menaces du XXI<sup>e</sup> siècle.

Nos soldats sont exposés aux plus grands risques dans ces opérations, en particulier en Afghanistan. D'autres jeunes femmes ou jeunes gens, qui participent aux efforts de reconstruction, sont aussi victimes d'un terrorisme qui méprise la dignité humaine. Quoi qu'il en soit, nous attendons du sommet de Strasbourg/Kehl qu'il adresse le signal que l'Alliance restera engagée pour sa sécurité et ses valeurs. Notre objectif reste d'établir un niveau de sécurité qui permette la reconstruction du pays, conformément aux vœux des Afghans, afin que le terrorisme mondial ne puisse plus y développer ses bases. Nous savons aussi que le renforcement de la démocratie doit accompagner l'effort militaire. Les approches politiques doivent également être débattues avec nos partenaires de l'Alliance.

\* La Russie, reconstruire un partenariat

La guerre en Géorgie, à l'été 2008, a marqué une rupture. L'Union européenne a pu arrêter la spirale de la violence et créer les conditions d'un processus de règlement. Mais le recours à la force militaire, ainsi que la reconnaissance unilatérale et contraire au droit international de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, ont créé un problème de confiance avec la Russie.

La Russie reste notre voisine et un partenaire très important. Nous ne sommes pas revenus à l'époque de la guerre froide. Ceux qui le prétendent se trompent car l'URSS n'existe plus. Nous entendons rétablir et développer avec la Russie des relations confiantes et fructueuses. Notre alliance est une alliance défensive, dont l'unique ambition est notre sécurité commune face aux menaces du monde. Mais nous sommes aussi en droit d'attendre de la Russie qu'elle démontre son respect pour les normes et les règles à l'établissement desquelles elle a contribué, par l'Acte final d'Helsinki et la Charte de Paris en 1990 : l'intégrité territoriale, l'inviolabilité des frontières, le respect et l'égalité au sein de l'espace euro-atlantique.

C'est sur la base de cet acquis que l'immense majorité des nations d'Europe a souhaité rejoindre l'OTAN et l'Union européenne. Cet élargissement est un élément central de la sécurité et de la stabilité du continent. Sans euphorie certes, la Russie a longtemps accompagné ce processus de manière constructive.

Le sommet de Strasbourg/Kehl nous donnera l'occasion d'en débattre à nouveau. Vouloir rejoindre l'OTAN est le libre choix des pays européens, des démocraties indépendantes et libres. Ce souhait traduit une confiance que nous n'avons pas le droit de décevoir. Mais nous rappelons que pour devenir membre de l'Alliance, il y a des critères et cela implique d'abord d'être capable d'en assumer les lourdes responsabilités, d'apporter une contribution réelle à la sécurité des alliés, et de partager leurs valeurs. De même, l'élargissement doit contribuer à la stabilité et à la sécurité du continent, qui bénéficie aussi à la Russie. Dans ce contexte, la coopération au sein du conseil OTAN/Russie joue un rôle essentiel.

L'été 2008, le président Dmitri Medvedev avait fait des propositions sur la sécurité européenne. Nous sommes prêts à conduire un débat sur ces questions, avec nos alliés, et avec nos partenaires européens, et à prendre en considération les points de vue de tous. En l'abordant, nous rappellerons notre confiance et notre attachement à l'Union européenne, à l'OTAN, et à l'OSCE, aux normes européennes éprouvées qui fondent notre sécurité, au régime de maîtrise des armements et de désarmement, et à la coopération transatlantique. Mais nous appelons à tendre la main à la Russie et à relancer notre coopération au sein du Conseil OTAN-Russie et entre l'Union européenne et la Russie, si celle-ci le souhaite. Nous voulons un dialogue politique et de sécurité plus étroit entre l'Union européenne et la Russie, qui permette de l'impliquer plus avant dans l'espace de sécurité euro-atlantique. Nous espérons qu'un esprit constructif présidera à ces discussions. Le réengagement du dialogue stratégique américano-russe, que nous saluons, devrait aussi y contribuer.

\* Capacités militaires, désarmement, maîtrise des armements

Le caractère militaire de l'Alliance atlantique implique pour ses membres de s'assurer que leurs capacités militaires correspondent précisément aux impératifs de leur sécurité et aux missions qu'ils s'assignent. Le sommet de Strasbourg/Kehl sera aussi l'occasion d'en débattre. Nous avons

besoin, en particulier en Europe, de plus de capacités militaires modernes, efficaces et interopérables.

En outre, nous discuterons des questions liées au déploiement de défenses antimissiles face à des menaces balistiques limitées émanant du Moyen-Orient. Nous pensons donc que la Russie doit être associée à ces réflexions dans un esprit de coopération et de transparence, comme les Etats-Unis l'ont proposé. Ce dialogue devra aussi se poursuivre dans le cadre du Conseil OTAN-Russie.

Nous sommes tous deux des partisans de la maîtrise des armements. Membres du Traité de non-prolifération (TNP), l'Allemagne et la France soutiennent les efforts mondiaux de non-prolifération et de désarmement. En 2008, l'Union européenne a adopté à notre initiative des plans ambitieux de lutte contre la prolifération et de promotion du désarmement nucléaire mondial, conformément au TNP. Nous sommes toutefois convaincus qu'une politique de sécurité responsable, qui prend en compte les risques futurs, doit conserver dans un avenir prévisible la dissuasion nucléaire. Son objectif principal est strictement défensif, et reste la prévention de la guerre. Il n'est plus nécessaire aujourd'hui de conserver des arsenaux énormes, et l'objectif doit être un niveau de stricte suffisance.

Nous soutenons la relance des discussions entre les Etats-Unis et la Russie sur le traité sur la réduction de leurs arsenaux nucléaires stratégiques (Start). L'Allemagne et la France espèrent que des résultats concrets seront obtenus dans les prochains mois. De même, nous saluons l'engagement américain pour la ratification du traité d'interdiction des essais nucléaires et en faveur du lancement de négociations sur l'interdiction de la production de matières fissiles pour les armes nucléaires.

Nous soutenons, enfin, les efforts déployés pour sauvegarder le régime de limitation des forces conventionnelles en Europe. Le traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) reste un pilier de la sécurité européenne. Nous souhaitons créer, par notre dialogue avec la Russie, les conditions d'une ratification du traité FCE modifié. Une solution rapide pourrait par exemple être trouvée à la question de la Transnistrie, afin de créer une atmosphère différente. Cela représenterait un grand pas vers l'entrée en vigueur d'un régime, garanti par l'Alliance, de limitation des armements conventionnels en Europe, un régime qui apporterait à tous, à la Russie comme à nous, une plus grande sécurité.

Nous appelons enfin à un renforcement du régime de non-prolifération. Il est confronté actuellement au plus grand défi de son histoire : le programme nucléaire iranien. Téhéran table ouvertement sur l'absence de réaction internationale face à ses agissements. Nous ne permettrons pas l'accès de l'Iran à l'arme nucléaire, car ce serait une grave menace pour la paix mondiale. Nous comptons sur une solution diplomatique Et, pour répondre à ce défi majeur, nous sommes prêts à un dialogue, que renforce l'engagement des Etats-Unis, ainsi qu'à de nouvelles sanctions très fermes.

Il y a deux semaines, le 44<sup>e</sup> président des Etats-Unis prenait ses fonctions. La présidence de Barack Obama est d'ores et déjà marquée par des accents nouveaux en matière de politique étrangère et de sécurité. Nombreux sont les Européens qui attendent beaucoup de ce changement et Barack Obama en attend certainement autant de nous. Nous nous réjouissons de coopérer avec lui, et sommes convaincus que le partenariat de sécurité euro-atlantique nous permettra d'affronter ensemble les risques et les menaces auxquels nous sommes exposés. C'est en travaillant dans un esprit de confiance, avec volontarisme et cohésion, que nous construirons, à défaut du "meilleur des mondes", un monde où progresseront la paix et la sécurité pour tous.